
Elise Golay à
Port-au-Prince,
Haïti, avec



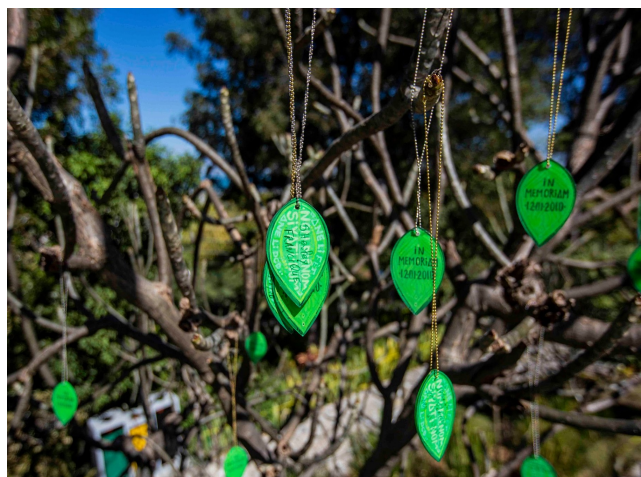
La réponse humanitaire se prépare

Newsletter n°5
Février 2020

Chères amies, chers amis,

Je vous souhaite à tous une chaleureuse nouvelle année, j'espère qu'elle commence en bonne forme. Me voilà de retour en Haïti après un petit séjour en Suisse pour les fêtes. Le pays est « calme », les activités semblent avoir repris de bon train. Néanmoins, le Parlement est caduc, les rumeurs courent sur le développement de la situation et l'insécurité perdure. Un calme donc apparent, couplé d'une ébullition sous-jacente.

L'année 2020 marque les dix ans du séisme qui avait ravagé le pays le 12 janvier 2010, faisant près de 250'000 morts. Elle aurait dû voir une nouvelle législature, mais la non-tenu des élections en octobre 2019 fait que deux tiers des sénateurs n'ont plus de mandat. Une année non seulement symbolique, mais qui s'annonce, à nouveau, des plus imprévisibles.



© FOKAL / Jeanty Junior Augustin

Initiative de l'artiste haïtiano-suisse Pascale Monnin, invitant les participants à un événement commémoratif du 12 janvier 2010 à écrire un hommage à un disparu sur une « feuille » et le suspendre sur le frangipanier des Jardins de la fondation FOKAL. « L'idée est de créer une installation où chaque personne peut laisser une part de lui, une pensée pour un de ses disparus », explique Pascale Monnin.

On parle de crise humanitaire

Chiffres alarmants, prises de mesures d'urgence, réactivation de groupes de travail en contexte de crise... cette année, on finance l'aide humanitaire.

Le Bureau de coordination des Nations unies des affaires humanitaires (OCHA) prédit que 4.2 millions d'Haïtiens seront en insécurité alimentaire d'ici mars 2020, une augmentation de 22% comparé à décembre 2019. De plus, l'agence onusienne souligne qu'en 2020, environ 40% de la population nécessitera une assistance humanitaire urgente.¹ Cette hausse considérable est due à l'augmentation du niveau de pauvreté dans le pays, engendré par la détérioration de la situation économique avec un taux de croissance faible, une inflation explosive et une forte diminution du pouvoir d'achat.

Le nexus humanitaire-développement a toujours été saillant dans le contexte haïtien. La crise socio-politique actuelle ne fait que renforcer la complexité de ce nexus, et l'odeur marine d'une vague de fonds humanitaires s'échouant sur l'île commence à se faire sentir. Chiffres alarmants, prises de mesures d'urgence, réactivation de groupes de travail en contexte de crise... cette année, on finance l'aide humanitaire.

Le CRESFED a rejoint le « sous-groupe de travail sur la violence basée sur le genre (VBG) dans la réponse humanitaire en Haïti », facilité par le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA). Ce groupe était normalement activé ponctuellement, suite à une catastrophe naturelle, par exemple. La reprise de ces rencontres de manière régulière, depuis octobre dernier, illustre la mobilisation humanitaire qui est en train de se mettre en place.

L'objectif de ce groupe de travail est de « développer des mécanismes de protection *efficaces et inclusifs* qui favorisent une approche *cohérente, globale et coordonnée* de la VBG aux niveaux national et départemental (...) » [*emphase ajoutée*]. Autant dire qu'aucun mot clé en vogue n'a été laissé pour compte. Ce qui est moins clair, c'est ce que ça veut dire concrètement.

Je ne cherche pas à faire ma mauvaise langue, mais je tiens tout de même à souligner ici l'une des réalités de la coopération des gros poissons en Haïti : l'aberrance récurrente. Je ne dis pas qu'il n'y a pas la volonté et/ou l'effort de bien faire ; il y a, je dirais, des attentions maladroites.

Je reconnais, bien évidemment, que le contexte haïtien n'est pas facile à cerner, ni à intégrer, bien au contraire, mais une certaine condescendance reste palpable et les méthodes *inclusives* employées par certaines institutions internationales s'articulent dans un jargon incompréhensible, les rendant, en définitive, *in-efficaces* et *in-cohérentes*.

Lors d'une réunion « en grande pompe » du sous-groupe de travail en décembre dernier, dans l'un des hôtels les plus chics de la capitale, se retrouvaient des associations de la société civile

¹ UN OCHA, « *Haiti : Deteriorating economic state impacts humanitarian situation* » (27/12/2019) : <https://www.unocha.org/story/haiti-deteriorating-economic-state-impacts-humanitarian-situation>

haïtienne, des organisations internationales et des agences onusiennes. On est reçu avec l'attirail de communication habituel – stylos, bloc-notes – du café chaud, des mignardises etc. À noter, tout de même, que beaucoup d'organisations locales sont en manque criant de fonds, le CRESFED n'y coupant pas.

Un sujet aussi sensible que la violence basée sur le genre doit être abordé par des acteurs qui comprennent, vivent, sont ancrés dans la culture du pays.



Hôtel Kinam, Pétion-Ville © Hôtel Kinam

L'hôtel de luxe « Kinam » où a eu lieu la réunion, avec en arrière-plan le quartier populaire « Jalousie » dont les habitants avaient reçu un pot de peinture après la construction de l'hôtel, afin d'offrir aux clients une vue plus colorée et supportable de la misère voisine.

Bref, des panels s'enchaînent, avec des intervenants locaux et internationaux. Les actions prises par les différents participants en termes de lutte contre la VBG sont impressionnantes, particulièrement de la part de petites structures qui mettent en place des réseaux d'accompagnement des victimes avec très peu de moyens. C'est là que la pertinence du sous-groupe commence à se définir. Un sujet aussi sensible que la violence basée sur le genre doit être abordé par des acteurs qui comprennent, vivent, sont ancrés dans la culture du pays. Ce n'est ni moi, ni le représentant de l'UNFPA, aussi compétent soit-il, qui pourront trouver des manières *efficaces* de lutter contre la VBG en Haïti. Ce sont les Haïtiennes, les Haïtiens !



Lunie Jules luttant contre la VBG : "Stop à la violence à l'égard des femmes et des filles" lors d'un événement organisé par LAVIE Haïti, organisation locale de jeunes volontaires.

Port-au-Prince, Haïti, décembre 2018 © Carvens Adelson

Je me réchauffe donc d'une petite lueur d'espoir qu'effectivement, une approche *inclusive* est quand même là, qui permettra la *cohérence* et la *coordination* des actions entreprises par les différents acteurs et d'éviter les erreurs du passé. Et voilà qu'on invite en vitesse l'audience à rapidement répondre à une liste de questions pour qu'on puisse avoir leurs précieuses opinions afin de les présenter aux chefs des différentes agences onusiennes lors de leur réunion à huis-clos. Quand ces derniers font leur entrée, la salle pâlit, littéralement...



“Baby you can drive my car...”

Sur une note un peu plus légère et personnelle, je vous présente l'histoire de ma voiture. En effet, à la fin de l'année dernière, j'avais pris la décision de m'acheter une voiture. J'imagine que ça en fera sourire plus d'un, étant donné ma relation plutôt conflictuelle avec les automobiles. Mais quand on vit à Port-au-Prince, se déplacer, ça peut vite devenir un casse-tête et, à mon plus grand malheur, le vélo, c'est exclu : bien trop dangereux, bien trop pentu, même pas en rêve en gros. D'ailleurs, l'une des premières questions qu'on pose lorsqu'on t'invite quelque part est : « tu es véhiculée ? »

Les critères de sélection d'une voiture en Haïti, c'est un autre code local que je n'aurais jamais pu déchiffrer toute seule.

Je ne peux pas me plaindre parce que je suis entourée d'amis fort aimables qui faisaient le détour pour passer me prendre lors de nos sorties nocturnes et un chauffeur pour aller et revenir du travail. Le CRESFED, en plus des allers-retours au bureau, m'a aussi souvent donné un coup de roue pour aller chercher du propane, des gallons d'eau, ou aller faire des courses lorsque ma colocataire, détentrice d'une voiture, n'était pas là. Sinon, de jour et sur des trajets plus ou moins brefs, je me déplaçais à moto taxi. Mais l'envie d'indépendance a toujours été plus forte que moi. Alors je me suis jetée à l'eau.



Moto taxi, Cap Haïtien, février 2019 © Mike McGovern

Et bien je peux vous dire qu'acheter une voiture en Haïti c'est toute une aventure. Chacun a son conseil pratique, son histoire qui fait peur, ses déboires mécaniques... on finit par ne plus trop savoir où donner de la tête. J'ai pris les conseils que j'ai pu, fermé les yeux sur les histoires trop terrifiantes, et trouvé un *boss mekanik* [mécanicien] de confiance. Avec l'aide d'amis

haïtiens qui s’y connaissent – parce qu’autant vous dire que moi, les voitures, je n’y connais rien – on est partis à la recherche du Graal automobile correspondant à mon petit budget.

Les critères de sélection d’une voiture en Haïti, c’est un autre code local que je n’aurais jamais pu déchiffrer toute seule. Au-delà des critères avec lesquels je suis plus ou moins familière (kilométrage, 4x4, clim’, radio), il faut prendre en compte : la disponibilité des pièces en Haïti, le temps passé sur sol haïtien, le bouton central de fermeture des portes, les plaques (privées ou organisation internationale), les papiers, les bruits suspects du moteur et j’en passe.

Mais avec un peu de persévérance, on y est arrivés, et je suis maintenant en plein apprentissage d’un nouveau code : celui de la route. Il n’y a pas de règles, des nids-de-poule à la chaîne, des motos qui sortent de nulle part, des gens à contresens qui klaxonnent à outrance... je suis peut-être plus autonome, mais y a encore de la route avant que je ne devienne une *star* du volant.



Dans ma cour avec ma nouvelle voiture, Musseau, Port-au-Prince, Janvier 2020

MERCI

Comme à l’accoutumée, je tiens à tous vous remercier très chaleureusement et du fond du cœur de me suivre, même lors des moments plus difficiles et moins riches en activités, comme le trimestre dernier. Votre écoute et soutien continuent à m’être très précieux.

Je souhaite aussi encore remercier le CRESFED, ainsi qu’Eirene Suisse qui s’assurent que tout se passe bien pour moi. Eirene Suisse s’efforce de trouver des fonds depuis la Suisse pour que mon projet soit possible. Je vous rappelle que vous pouvez aussi participer en faisant un don à :

Eirene Suisse, 1200 Genève
CCP : 23-5046-2
IBAN : CH93 0900 0000 2300 5046 2
Mention : Elise/CRESFED

Je vous embrasse tous bien tendrement,

Elise